



**Près de 40 millions de FCFA ont été débloqués en décembre 2023 pour les soins médicaux en France du Pr Joseph Owona.**

Le 7 décembre 2023, Ferdinand Ngoh Ngoh, secrétaire général de la présidence de la République, a demandé au ministre des finances, Louis Paul Motaze, de débloquer la somme de 39 500 000 FCFA pour les frais médicaux du Pr Joseph Owona en France. Malheureusement, le Pr Owona est décédé le 6 janvier 2024 à l'âge de 78 ans en France.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix - Travail - Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace - Work - Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
SECRETARIAT GENERAL

COPIE / COPY

Yaoundé, le 07 DEC 2023

N° B 875 /SG/PR

D2-

BB

Dr. Manassah Malachio

Le Ministre d'Etat, Secrétaire Général  
The Minister of State, Secretary General

A Monsieur le Ministre des Finances,  
To The Minister of Finance

YAOUNDE

BB

Objet : Prise en charge des soins médicaux de  
Subject Monsieur Joseph OWONA.

09 11 2024

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir débloquer et mettre en urgence à la disposition de la Paierie auprès de l'Ambassade du Cameroun à Paris, la somme de FCFA 39.500.000 pour soutenir Monsieur Joseph OWONA, Membre du Conseil Constitutionnel, évacué sanitaire en France./-

Urgence particulièrement signalée./-

Dossier : (01)

Copie :

SANTÉ



Ferdinand NGOH NGOH

12 DEC 2023  
004050

BB

08/12/2023  
SANTÉ

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE  
08 DEC 2023

MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE  
CABINET DU MINISTRE  
COURRIER ARRIVE  
Arrivée le 11/12/2023  
Enregistré S/N° 3273  
Sortie le 11/12/2023

La levée de corps a eu lieu à Bordeaux cette semaine. Joseph Owona, ancien ministre et membre du Conseil constitutionnel camerounais, était un universitaire accompli, diplômé en droit, en droit public, en sciences politiques et titulaire d'un doctorat d'État en droit public de l'Université de Yaoundé.

Sa carrière s'est étendue sur plus de quarante ans, au cours desquels il a occupé diverses fonctions académiques et politiques au Cameroun et à l'étranger. Il était considéré comme un maillon clé du régime Biya, ce qui pourrait expliquer le déblocage de près de 40 millions pour son évacuation.